



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 08/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PANDORA PYROTECHNIE

Les Mazioux
42440 Saint-Jean-La-Vêtre

Références : UID4243-EAR-024-421
Code AIOT : 0006109609

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2024 dans l'établissement PANDORA PYROTECHNIE implanté LES MAZIOUX 42440 SAINT-JEAN-LA-VETRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour but de vérifier la remise en état du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PANDORA PYROTECHNIE
- LES MAZIOUX 42440 SAINT-JEAN-LA-VETRE
- Code AIOT : 0006109609
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PANDORA PYROTECHNIE a réalisé et exploité, sans disposer de l'autorisation environnementale correspondante, un dépôt d'artifices de divertissement soumis à autorisation ICPE, qu'elle a installé sur la commune de SAINT JEAN LA VETRE, lieu-dit « les Mazioux ».

Suite à mise en demeure, elle a fait l'objet d'arrêtés préfectoraux portant sanctions administratives, notamment :

- Arrêté préfectoral 95-DDPP-2018 du 1er mars 2018 prononçant la fermeture et la suppression d'installations et ouvrages, la cessation définitive de travaux opérations et activités et la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le code de l'environnement,
- Arrêté préfectoral 296-DDPP-2018 du 3 août 2018 ordonnant le paiement d'une astreinte financière jusqu'au démantèlement de toutes les installations et stockages, et restauration des parcelles occupées à leur état initial.

Des arrêtés préfectoraux ordonnant la liquidation partielle d'astreinte se sont succédé:

- Arrêté préfectoral n°454/DDPP/2019 du 14 novembre 2019 couvrant la période du 16 mars 2019 inclus au 7 octobre 2019 inclus,
- Arrêté préfectoral n°141-DDPP-2020 du 6 avril 2020 ordonnant la liquidation partielle d'une astreinte financière couvrant la période du 8 octobre 2019 inclus au 13 février 2020 inclus
- Arrêté préfectoral n°321-DDPP-2021 du 30 juin 2021 ordonnant la liquidation partielle d'une astreinte financière couvrant la période du 14 février 2020 au 19 mai 2021 inclus,

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	remise en état	AP de Mise en Demeure du 01/03/2018, article 2	Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a été remis en état.

Seuls quelques blocs de béton sont présents à l'entrée de la parcelle, mais sont sans impact sur les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

Les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 1er mars 2018 sont respectées.

L'arrêté préfectoral 296-DDPP-2018 du 3 août 2018 ordonnant le paiement d'une astreinte financière jusqu'au démantèlement de toutes les installations et stockages, et restauration des parcelles occupées à leur état initial, n'a plus lieu d'être.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : remise en état

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/03/2018, article 2
Thème(s) : Illégaux, remise en état
Prescription contrôlée : En application de l'article L. 171-7, alinéa 4, il est ordonné la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le code de l'environnement.
Constats : Lors de la dernière inspection sur site le 14/03/2023, la remise en état du site n'était pas complète,

la présence de chemins d'accès et de lits de sables assurant l'assise des soutes avait été constatée.

Le 21 octobre 2024, l'inspection a prévenu Monsieur QUEFFELEC de sa volonté de passer sur site , la présence de l'exploitant n'était pas forcément requise pour ce contrôle.

Le 05 novembre 2024, l'inspection a pu constater la remise en état du site.

Seuls quelques blocs de bétons restent présents à l'entrée de la parcelle, mais cela ne relève pas d'un classement ICPE, et ne présente pas une menace au regard des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

Les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 01 mars 2018 sont respectées.

L'arrêté préfectoral 296-DDPP-2018 du 3 août 2018 ordonnant le paiement d'une astreinte financière jusqu'au démantèlement de toutes les installations et stockages, et restauration des parcelles occupées à leur état initial n'a plus lieu d'être.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte